



DOSSIER DE PRESSE

Comité Académique de l'Enseignement catholique de Bretagne

Conférence de presse du samedi 5 novembre 2011

STOP AUX RETRAITS MASSIFS DES POSTES !

Texte des discours prononcés avant la manifestation régionale
des délégations des 1160 établissements catholiques bretons à Rennes

- 1 -

Le seuil de rupture est atteint !

Par Martial LIMOUZIN, *Président du Comité Académique de l'Enseignement Catholique de Bretagne*

- 2 -

Trop, c'est trop !

Par Jean SALMON, *Président du CREAP Bretagne*

- 3 -

La Bretagne, l'académie de toutes les réussites !

Pour combien de temps encore ?

Par Luc LAUDRIN, *Membre du SYNADEC Bretagne, Délégué départemental du Morbihan*

- 4 -

Non aux restrictions massives des moyens d'enseignement !

Par Rémy LE VOT, *Président régional du SNCEEL*

- 5 -

Non à la destruction du réseau d'écoles !

Par Annaïg RIGAL, *Membre de l'APEL Bretagne, Présidente de l'APEL Morbihan*

- 1 -

Le seuil de rupture est atteint !

Par Martial LIMOUZIN,

Président du Comité Académique de l'Enseignement Catholique de Bretagne

Cela fait bientôt 6 mois que l'EC de Bretagne crie son inquiétude pour l'avenir de l'Ecole.

Depuis le mois de mai, nous disons fortement :

*« Stop ! Les retraits d'enseignants, ça suffit !
Car nos écoles sont de l'Or pour l'Avenir ! »*

Aujourd'hui, 5 novembre 2011, nous sommes toujours dans l'inquiétude et nous ne voyons pas venir de solutions qui redonneraient confiance. C'est la raison de ce rassemblement des délégations de nos établissements !

Avec l'ensemble du réseau EC et le SGEN, nous avons accepté de participer à la réduction des déficits publics ! Ces 5 dernières années, sur l'ensemble des établissements français, ce sont quelques 5 500 postes en moins, alors que nous accueillons 24 000 élèves supplémentaires. En Bretagne, dans la même période, les 4 diocèses bretons ont rendu plus de 700 postes sur l'ensemble des réseaux (éducation nationale et enseignement agricole) en accueillant près de 6000 élèves de plus !

Aujourd'hui, nous arrivons à un seuil de rupture ! Nous considérons qu'aller au-delà, serait prendre un risque majeur pour l'avenir de notre institution qui assure un vrai rôle d'équilibre au sein de la Région Bretagne : 42% des élèves scolarisés, ce n'est pas rien.

Nous redisons donc fortement *« Stop aux retraits massifs des postes ! »* Notre mouvement veut uniquement être un mouvement de défense de l'Ecole dans sa vocation à servir la Nation, dans sa mission d'éducation des jeunes pour vivre ensemble dans la Paix ! Aujourd'hui, avec les choix politiques qui sont faits, nous pouvons nous demander si l'Education et la Formation sont bien encore des priorités !

Ensemble, nous avons à relever des défis d'avenir pour l'Ecole !
Trois défis donc pour faire que cet avenir soit aussi celui des jeunes.

1-Notre premier défi est de réussir l'accueil de tous en gardant une présence forte, en proximité des familles.

Nos écoles sont nombreuses (1160 établissements) et largement réparties sur le territoire ; c'est le résultat de l'histoire bretonne et de la volonté des

nombreuses congrégations et du clergé breton qui se sont mis au service des plus pauvres et des plus éloignés dans la ruralité. Ces écoles participent à l'équilibre des territoires ! Elles apportent à beaucoup de familles un cadre de vie construit entre leur lieu de travail urbain et le lieu de vie plutôt rural. Elles donnent vie à toutes ces communes si petites soient-elles. Quel maire breton accepterait volontiers de voir partir son école, fût-elle catholique ?

Enfin, l'école catholique, comme mission de l'Eglise apporte sa présence, ses valeurs et participe à la première annonce de la foi dans un lien construit avec les paroisses.

Nous refusons les coupes drastiques de moyens. Quand comprendra-t-on qu'il peut être au moins aussi important de veiller aux équilibres à l'intérieur des territoires que de veiller à l'équilibre mathématique entre les régions ? Nous sommes déterminés à préserver au mieux ces lieux de proximité parce qu'ils participent à l'équilibre de tous ! Parce qu'ils favorisent l'accès à l'égalité des chances pour tous ! Parce que le modèle breton a montré sa cohérence et son efficience !

2-Notre deuxième défi est de continuer à contribuer à la réussite de l'Académie de Bretagne.

Nous sommes en contrat avec l'Etat (MEN et M de l'Agriculture). Nous travaillons avec passion, avec engagement et avec détermination pour que nos jeunes réussissent à s'insérer dans la vie. La Bretagne caracole régulièrement en tête des classements nationaux. Qui peut prétendre que l'EC n'y est pas pour beaucoup ? Les résultats aux examens sont éloquents, d'ailleurs les parents ne s'y trompent pas ! Nous sommes investis dans l'orientation, souvent avec l'aide bénévole des parents de l'APEL ...Nous apportons nos moyens humains aux handicapés (ASH et AVS) , aux élèves décrocheurs (MIJEC), etc...

Cette réussite de l'Académie ne prend pas en compte notre travail d'éducation au quotidien, un travail s'appuyant sur nos valeurs puisées dans l'évangile, s'appuyant sur notre projet chrétien d'une école pour l'humanisation de l'homme. Et pourtant, il s'agit bien de l'engagement de toutes les équipes sur le terrain !

Quel devenir de ces belles réussites alors que nos classes sont de plus en plus chargées dans la plupart des niveaux d'enseignement ?

Comment ne pas être agacé d'avoir à construire un projet d'éducation à l'accompagnement personnalisé (de la maternelle au lycée) alors que nos classes sont de plus en plus surchargées ?

Comment ne pas être inquiet de la complexité grandissante d'une profession, avec l'accueil du handicap bien naturel depuis la loi de 2005, avec des adaptations permanentes aux programmes et directives ministérielles, avec des jeunes qui évoluent très vite et pour lesquels la transmission des connaissances

doit se faire autrement ?

Comment ne pas être inquiet du tarissement des recrutements de jeunes profs pour un métier qui est de plus en plus dévalorisé, et ce contexte de retraits de postes n'y contribue-t-il pas ?

Nous demandons que les enseignants des Ecoles, des Collèges et des Lycées puissent être respectés et travailler dans des conditions qui donnent confiance et qui rendent possible la relation éducative indispensable à toute construction !

3-Notre troisième défi est de continuer à faire vivre la parité entre les réseaux public et catholique en Bretagne.

Nous sommes heureux de la réussite du modèle breton. Et il est essentiel de le pérenniser...

Qu'en sera-t-il si nous rendions plus de postes devant élèves ?

Qu'en sera-t-il si la gestion de l'accueil des 2 ans était différenciée ?

Qu'en sera-t-il si nous continuons à perdre des moyens pour l'animation des MIJEC et autres dispositifs ne pouvant être aidés dans le cadre de la loi Debré ?

Il nous faudra être vigilant et veiller à la conservation des équilibres entre les réseaux!

C'est tout cela que nous souhaitons dire à monsieur le Préfet de Région tout à l'heure.

Pour conclure, les raisons d'espérer existent.

D'abord, l'EC a toujours su relever les défis dans le passé... et parfois des défis bien plus difficiles. Nous sommes aujourd'hui dans cette longue histoire de notre belle institution !

Votre présence cet après-midi est un signe que tout est possible ! Nous avons encore confiance que ce combat vaut la peine d'être mené... qu'il peut peser efficacement sur les retraits de moyens pour 2012 !

Espérance, quand l'on voit régulièrement la qualité des services rendus dans les établissements, l'engagement fort de nombreuses communautés éducatives, et bien sûr les fruits récoltés que sont les résultats comme encouragement !

Espérance encore, par les valeurs que nous défendons, des valeurs « durables » car éternelles, pleines d'avenir donc, pour un modèle de société à visage humain...

Espérance enfin, car nous avons cette capacité à travailler ensemble, en région, en diocèses, en réseaux de tous les niveaux... pour un même centre d'intérêt : L'enfant, le jeune qui ne demande qu'à grandir, accompagné par nous les adultes ! **Car le seul but de notre école est bien la promotion de la personne humaine !**

- 2 -

Trop, c'est trop !

Par Jean SALMON,
Président du CREAP Bretagne

Le Projet de Loi de Finances 2012 (PLF) a été publié.

Le CREAP BRETAGNE (Conseil Régional de l'Enseignement Agricole Privé) représente plus de 10 000 élèves sur la Bretagne, organisé autour de 27 établissements sur 31 sites. Il représente près de 20% des effectifs de l'enseignement agricole privé catholique temps plein.

Le retrait d'emplois pour l'enseignement agricole a été fixé à 280 postes, uniquement des postes d'enseignants, dont 112 pour l'enseignement privé temps plein.

Cette situation, si elle est confirmée dans les prochaines semaines, est pour nous, Enseignement Catholique Agricole de Bretagne, **inacceptable et insupportable**

Pourquoi ?

Un plan pluriannuel portant sur l'évolution des classes sur 2008/2013 a fait l'objet d'un accord entre le Ministère de l'Agriculture et l'Enseignement Agricole Catholique National. Ce plan prévoyait, dans le cadre des efforts à réaliser, une diminution de 5% des classes au global et une diminution de 10% des classes touchées par la rénovation de la voie professionnelle. L'Enseignement agricole catholique breton a pris ses responsabilités et est allé bien au-delà des engagements initiaux : il aura restitué, en 2013, **7,8% de classes au global et 18% des classes concernées par la rénovation de la voie professionnelle. Cela suffit !**

L'Enseignement agricole catholique breton est un enseignement d'excellence : son taux de réussite aux examens est supérieur depuis toujours aux moyennes nationales et surtout son taux d'insertion professionnelle témoigne de la qualité des formations professionnelles dispensées.

L'Enseignement agricole catholique breton constitue une composante forte du maillage territorial : de part les missions qui leur sont confiées, les établissements non seulement participent au maintien du tissu rural, mais ils créent un dynamisme du fait de l'animation qu'ils exercent sur les territoires.

**L'Enseignement agricole catholique breton a déjà rendu 137 postes depuis 6 ans : il pourrait, si rien n'est fait, en rendre 25 à 30 encore, alors que ses effectifs connaissent cette année une hausse de près de 5% !
L'Enseignement agricole catholique breton, en 2004, bénéficiait de 1009 postes de droit public. En 2012, pour le même nombre d'élèves, en ayant déjà rendu 144 postes, il ne bénéficierait plus que de 835 emplois ! Ce qui correspondrait à une diminution de 17,3% !**

Ces dispositions sont iniques et accroissent la précarité des emplois en contraignant les chefs d'établissement à transformer des contrats temps plein en contrats en temps incomplet assortis d'HSA moins bien rémunérées : **c'est socialement inacceptable. Quelle entreprise pourrait accepter pareille régression ?**

Enfin dans ces conditions, le respect des référentiels devient très difficile et quasi compromis.

Notre rôle est de porter au plus haut l'impératif d'un enseignement agricole de qualité tourné vers l'avenir et porteur de sens pour les jeunes que nous accueillons. C'est ce que nous avons déjà démontré et c'est ce que nous souhaitons poursuivre.

Nous disons stop à l'hémorragie et demandons qu'aucun poste supplémentaire ne soit rendu à la rentrée 2012 ; trop c'est trop !

Une nation qui ne se donne plus les moyens de former les générations futures est une nation en péril.

- 3 -

La Bretagne, l'académie de toutes les réussites ! Pour combien de temps encore ?

Par Luc LAUDRIN,

Membre du SYNADDEC Bretagne, Délégué départemental du Morbihan

La Bretagne, l'académie de toutes les réussites ! Pour combien de temps encore ?

La Bretagne, l'académie de toutes les réussites, c'est actuellement ... encore... l'une des caractéristiques de notre région, qu'en sera-t-il demain ?

La réussite qui nous caractérise, jusqu'à présent, est le fruit d'une action menée, depuis longtemps, par tous les acteurs de notre réseau, depuis la plus petite de nos écoles jusqu'au plus gros de nos lycées.

Dès le début de notre histoire, les fondateurs de nos écoles ont cru à l'importance de la proximité, à l'importance de l'ancrage dans la population. Mais aujourd'hui cette présence de l'enseignement catholique dans notre région est menacée.

Il n'est plus possible de participer à la réduction de la dette publique sans mettre en danger nos structures.

Nous avons déjà fait des efforts considérables :

- Par manque de moyens, nos écoles ne peuvent plus accueillir les enfants dans l'année de leurs 3 ans et cela pose d'énormes difficultés aux familles qui ne trouvent pas toujours les possibilités d'accueil dans leur commune.
- De nombreux établissements connaissent, cette année, des moyennes d'élèves par classe jamais atteintes jusqu'à présent et cela pour permettre la survie d'établissements plus petits.
- Pour la première fois, cette année, nous avons supprimé des postes d'enseignants spécialisés, alors que dans le même temps nous sommes de plus en plus confrontés à la prise en charge des élèves à profils particuliers et à l'accueil des enfants porteurs de handicaps, alors que le suivi de tous ces dossiers demandent de plus en plus de temps.

Avec force nous disons STOP !

La poursuite des retraits de postes :

va remettre en cause l'existence de nos plus petites écoles et par la même occasion la vitalité de nombre de petites communes qui, bien, souvent n'ont plus que leur école pour leur donner un peu de vie.

La poursuite des retraits de postes :

va aussi rendre difficile non seulement la poursuite du développement mais aussi le maintien de la filière bilingue dans nos établissements. Cette filière va devenir un luxe que la Bretagne ne pourra plus assumer par manque de moyens... c'est un comble !

La poursuite des retraits de postes :

va faire augmenter considérablement le nombre d'élèves dans nos classes, il sera ainsi de plus en plus difficile pour les enseignants de répondre aux obligations de service et notamment la différenciation pédagogique.

De plus, nous sommes convaincus de l'importance du lien école/ famille et de l'importance du temps de la rencontre avec les familles. Nous sommes partenaires dans l'éducation des enfants qui nous sont confiés... et nous voulons le rester. Est-ce que cela sera toujours possible avec plus de 30 élèves par classes ?

Notre pays peut être fier des réussites de notre région, elle est reconnue pour la qualité de la formation apportée à sa jeunesse et cela dès le plus jeune âge.

C'est pour cela que nous nous ne comprenons pas et que nous n'admettons pas la destruction programmée de ce formidable outil qu'est notre école.

Nos écoles... de l'or pour l'avenir... c'est une réalité du quotidien, c'est ce qui nous rassemble ici aujourd'hui et c'est ce qui fera notre force pour demain.

N'oublions pas que les enfants qu'on nous confie aujourd'hui seront les hommes de demain.

- 4 -

Non aux restrictions massives des moyens d'enseignement !

Par Rémy LE VOT,
Président régional du SNCEEL

Dans la continuité du discours de mon collègue chef d'établissement du 1^{er} degré, en tant que représentant de l'intersyndicale des chefs d'établissements des collèges et lycées catholiques bretons, je tiens à rappeler qu'une nouvelle campagne de suppressions massives de postes au sein de l'enseignement catholique breton serait particulièrement lourde de conséquences pour notre réseau.

En effet, au terme de plusieurs années successives de restrictions de moyens dans un contexte d'augmentation continue de nos effectifs, **la situation devient particulièrement tendue**. A titre d'exemple pour la seule rentrée 2011, l'EC breton a accueilli un plus de 1000 élèves supplémentaires. Dans le même temps pour cette même rentrée nous avons restitué 172 postes pour le seul réseau dépendant de l'EN, à l'exclusion des établissements agricoles dont Monsieur Salmon va évoquer la situation tout à l'heure. De plus dans cette enveloppe, plus de 150 postes ont concerné directement des emplois devant élèves. Pour faire face à cette demande émanant du national, l'EC breton a fermé 5 écoles primaires, de multiples divisions tant en premier qu'en second degrés tout en prélevant des moyens sur des dispositifs d'aides aux jeunes en difficultés. En conséquence, si au début des campagnes de restriction au début des années 2000, pour reprendre une expression un peu triviale, nous avons attaqué le gras de l'édifice à un moment où le système éducatif breton, tant privé que public, était considéré comme excédentaire par rapport aux autres académies, aujourd'hui il n'en est rien. Notre académie est désormais considérée comme déficitaire et on s'attaque donc désormais à l'os.

En effet, les taux d'encadrement ont explosé tant en collège qu'en lycée, les dispositifs d'accompagnement sont réduits à la portion congrue au sein de notre réseau. Ceci veut dire clairement **qu'une nouvelle exigence de restriction de postes d'enseignants de l'ordre de 100 postes, voire plus, entraînerait automatiquement la fermeture de nouvelles écoles en premier degré**, malgré la promesse du président de ne pas toucher au premier degré. Elle entraînerait aussi une nouvelle **augmentation des effectifs par classe en collèges** car la plupart d'entre eux, vont encore enregistrer une augmentation mathématique de leurs effectifs à la rentrée prochaine et enfin la **fermeture de plusieurs**

formations en lycée professionnel malgré l'intérêt économique des formations qui y sont proposées.

Ce sera en effet la seule manière que nous aurons de résoudre l'équation. Par là même, l'offre de proximité qui fait la force et l'originalité de notre réseau breton ne pourra plus être assurée et la liberté de choix des familles respectée ; notre carte de formation professionnelle sera également sérieusement entamée.

En conclusion, si l'EC breton est prêt à participer à l'effort commun de réduction des déficits publics, c'est dans une limite raisonnable et **en aucun cas il n'acceptera une nouvelle demande de restrictions massives de ses moyens d'enseignement.**

C'est la raison de notre présence aujourd'hui sur le bitume rennais. Et nous devons former l'espoir que notre demande sera entendue.

Bonne journée à tous

- 5 -

Non à la destruction du réseau d'écoles

Par Annaïg RIGAL,

Membre du Bureau de l'APEL Bretagne, Présidente de l'APEL Morbihan

Face à tant d'incertitudes, les délégations de parents d'élèves de l'Apel de Bretagne sont présents à ce rassemblement pour manifester leurs inquiétudes et leurs craintes.

Nous sommes solidaires du Comité Académique de l'Enseignement Catholique. Chaque établissement vit dans l'angoisse de la rentrée prochaine et les parents sentent que demain, c'est peut être leur école qui fermera ou qui se verra privée d'une partie ou d'un poste complet d'enseignant. Nous ne pouvons accepter de telles menaces et c'est ce qui explique notre présence à cette manifestation.

Les écoles dans cette situation de crise, ce sont également des parents qui se posent la question de la survie de leur établissement dans une commune. Faudra-t-il déménager, s'engager dans des frais de transport pénalisant ? Le tissu scolaire dense et bien réparti en Bretagne permet à chaque famille de profiter d'établissements de proximité. Oui, les écoles sont nombreuses mais elles permettent aux communes de vivre et aux enfants d'avoir un enseignement optimal qui est sans doute une des clés de la bonne réussite de nos élèves en Bretagne.

Affaiblir et déstructurer ce réseau risque d'entraîner les écoles, les parents et les élèves dans des difficultés importantes. Nous ne pouvons accepter sans réagir cette spirale du désengagement des moyens nécessaires au bon fonctionnement des nos écoles. Si nous comprenons que nous vivons une période de crise économique qui nécessite des efforts de chacun, nous pensons que les moyens éducatifs et pédagogiques ne doivent pas être étudiés avec une simple approche comptable. Les efforts déjà réalisés ces dernières années ont été déjà vécus comme des épreuves difficiles. Faire face à de nouvelles suppressions de postes ne nous paraît pas raisonnable alors que l'Enseignement catholique de Bretagne accueille de nombreux enfants en plus depuis quelques années.

Restons mobilisés car les parents se doivent de défendre les établissements qui accueillent nos enfants et les enseignants qui les instruisent !

Contact médias : Yves CHAMPÉROUX

CAEC Bretagne Service communication 2 rue César Franck 29196 QUIMPER cedex

Tél : 02 98 64 16 00 • Fax : 02 98 95 95 95 • Mobile : 06 11 68 68 68

E-mail : caec-com.y-champeroux@ecbretagne.org